



2024/

ARRETE - 2024 / AT-0194 / 221

Le Maire de Mandelieu La Napoule, 1er Vice-Président de l'Agglomération de Cannes Lérins,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

VU le Code de la Route, et notamment les articles R 325.12, R. 411.25, et R. 417.10 ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R. 610-5 ;

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;

VU l'arrêté n° 173 en date du 27 mai 2020, portant délégations de fonctions et de signatures à M. Serge DIMECH, Adjoint Municipal

CONSIDÉRANT que l'organisation du 32ème SALON « LA NAPOULE BOAT SHOW » rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du **25/04/2024 au 28/04/2024 AVENUE HENRY CLEWS (D6098)**.

ARRETE

ARTICLE 1 -

La circulation des véhicules est interdite du **25 avril au 28 avril 2024 de 09 h 30 à 19 h 00 PORT LA NAPOULE**. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de police et véhicules de secours. En raison du 32 ème SALON « LA NAPOULE BOAT SHOW », (même les livraisons).

ARTICLE 2 -

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

ARTICLE 3 -

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie, Monsieur le Directeur de la Police Municipale et Madame la Directrice des Services Techniques Municipaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à MANDELIEU-LA-NAPOULE,
le 08/04/2024
P/O Le Maire
Adjoint Délégué à la Sécurité
Serge DIMECH

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.